

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Location d'autocars avec chauffeur pour le transport  
d'étudiants et de personnels (département de la  
Drôme)**

---

N° du CCTP : 25FSA021

**Université Grenoble Alpes**  
1180 Rue des Universités  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

# **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : CONTEXTE DU MARCHE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : EXIGENCES TECHNIQUES</b>	<b>3</b>
3.1 TYPES DE VEHICULES	3
3.2 GAMMES DE CONFORT :	4
3.3 ÉTAT DES VEHICULES :	4
3.4 ÉQUIPEMENTS DE SECURITE :	4
3.5 ÉQUIPEMENTS SPECIFIQUES :	4
<b>ARTICLE 4 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX TRANSPORTS PUBLICS</b>	<b>5</b>
4.1 INSCRIPTION AU REGISTRE DES TRANSPORTEURS	5
4.2 DISPOSITIONS GENERALES	5
<b>ARTICLE 5 : OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTIES EN MATIERE DE SECURITE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 : ORGANISATION DES TRANSPORTS</b>	<b>6</b>
6.1 TRANSPORT DES PERSONNES :	6
6.2 INFORMATIONS PREALABLES :	6
6.3 BAGAGES :	7
<b>ARTICLE 7 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE</b>	<b>7</b>
7.1 MOYENS TECHNIQUES	7
7.2 MOYENS HUMAINS	7

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## Article premier : Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent :

**La location d'autocars avec chauffeur pour le transport d'étudiants et de personnels (département de la Drôme)**

**Lieu(x) d'exécution :** Département de la Drôme (principalement l'agglomération de Valence) pour ce qui concerne le lieu de départ.

## Article 2 : Contexte du marché

La location d'autocars avec chauffeur pour le transport d'étudiants et de personnels peut concerner la demi-journée, la journée ou bien plusieurs jours et/ou des séjours itinérants ; elle pourra comprendre des prestations allers simples ou allers-retours.

Le départ des trajets pourra concerner les différents sites du pouvoir adjudicateur.

Il s'agit essentiellement de transport au sein de l'académie de Grenoble. Le cas échéant, certains déplacements pourront aller au-delà, et notamment s'étendre à l'ensemble du territoire français voire aux pays frontaliers tels que la Suisse et l'Italie.

Une attention particulière devra être portée aux conditions de circulation et de stationnement dans les zones à circulation restreinte décidées par les collectivités (notamment imposant des vignettes crit'air), la circulation sous contexte de pic de pollution ne pouvant justifier de l'impossibilité de réaliser la prestation commandée par le pouvoir adjudicateur.

## Article 3 : Exigences techniques

Toutes les obligations réglementaires inhérentes au transport en commun de cars seront scrupuleusement respectées ainsi **y compris celles spécifiques au transport de personnes handicapées.**

### 3.1 Types de véhicules

Le titulaire s'engage à fournir un autocar répondant à la demande du Pouvoir adjudicateur en termes de capacité de transport.

Les autocars doivent pouvoir transporter soit un petit groupe d'étudiant (22 personnes ou moins), soit un groupe plus important (jusqu'à 50 personnes et plus).

Par conséquent, le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur des autocars de capacités différentes. La capacité respective de ces véhicules devra être conforme au tableau ci-dessous, les sièges étant décomptés, places assises, hors strapontins et devra être en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur relative au transport terrestre de personnes. Le nombre total de places doit être déterminé conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 2 juillet 1982 tel que modifié par l'article 3 de l'arrêté du 12 mai 1986. Ces prescriptions valent autant pour les autocars de faible capacité que pour les autres véhicules.

La capacité des véhicules devra permettre de ne pas placer de passager aux places dites « exposées ».

Type de car	Car de grande capacité	Car de moyenne capacité	Car de capacité intermédiaire	Car faible capacité « type minicar »
Nombre de places	De 56 à 63 places	De 37 à 55 places	De 22 à 36 places	<22 places

La définition du véhicule de tourisme type minicar correspond à celle de l'autocar de faible capacité telle qu'elle ressort de l'article 2 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié, à savoir : « autocar ne comportant pas de places debout et dont le nombre des places assises, non compris le siège du conducteur, ne dépasse pas 22 ».

Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur chacun de ces types de cars.  
En outre, tous les passagers voyagent assis uniquement.

Le choix du type de véhicule utilisé et, le cas échéant, de la gamme de confort, se fera pour chacun des trajets et sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans le bon de commande.

### 3.2 Gammes de confort :

Dans les quatre types de car définis précédemment, le titulaire s'engage à proposer au moins 2 niveaux de gamme de confort par type de véhicule : Standard/Tourisme ...

Le choix du niveau de gamme par type de véhicule se fera pour chacun des trajets et sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans le bon de commande.

Pour la gamme dite « Standard », il est attendu a minima les équipements suivants : climatisation et chauffage, micro.

Pour la gamme dite « Tourisme », il est attendu a minima les équipements suivants : équipements de la gamme dite « Standard », sanitaires, sièges inclinables.

### 3.3 État des véhicules :

Les véhicules doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté. L'entretien des cars, selon les normes du constructeur, devra être assuré par le titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire s'engage à nettoyer l'intérieur du car mis à disposition de la Personne publique avant chaque transport.

Le titulaire s'engage à supporter la charge de l'entretien des installations et matériels, celle-ci ne pourra en aucun cas être facturée en plus.

### 3.4 Équipements de sécurité :

Les véhicules devront impérativement être équipés de ceintures de sécurité.

Toutes les obligations réglementaires inhérentes au transport en commun sont scrupuleusement respectées.

### 3.5 Équipements spécifiques :

Au vu du trajet commandé, le prestataire s'assure de l'adéquation du véhicule au terrain concerné par le déplacement (gabarit, conditions de circulation, topographie).

En cas de trajets imposant de circuler sur des routes spécifiques, le titulaire met à disposition des autocars avec chauffeur pouvant circuler sur des routes étroites et sinueuses, avec ou sans tunnel, dans des "régions difficiles" ou "accidentées".

Tout véhicule circulant sur des routes verglacées ou enneigées doit être doté de dispositifs antidérapants appropriés répondant aux normes de sécurité en vigueur.

A la demande du pouvoir adjudicateur, spécifiée au bon de commande, le titulaire met à disposition un car équipé d'une remorque pour les bagages.

## **Article 4 : Respect de la réglementation applicable aux transports publics**

### **4.1 Inscription au registre des transporteurs**

Le transporteur est inscrit au registre des Entreprises de Transport Public Routier de Personnes selon le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié.

### **4.2 Dispositions générales**

D'une façon générale, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et jurisprudentielles Françaises et Européennes applicables au secteur des transports publics au moment de l'exécution de la prestation et notamment des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes et toutes dispositions relatives au transport de personnes mineures. De ce fait, les véhicules affectés au transport devront en tout temps être conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire du marché est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des amendes pour fautes et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Le titulaire du marché s'engage à assurer le service dans les meilleures conditions de sécurité et de confort. Il devra se conformer à toutes les injonctions, qui pourraient lui être faites par les autorités compétentes à cet égard.

Aucun autocar entreprenant le voyage ne peut l'assurer s'il n'a pas satisfait à la visite technique obligatoire de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), ni si les occupants sont en surnombre ou le véhicule en surcharge.

Le titulaire doit tenir un registre à jour des contrôles des véhicules pouvant être consulté à la demande du pouvoir adjudicateur. Il doit maintenir le matériel roulant en bon état de fonctionnement et assurer à cet effet, toutes les opérations de nettoyage intérieur et extérieur, les réparations et les remises en états nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exercer des contrôles inopinés selon les circonstances notamment en ce qui concerne le respect des temps de travail, du repos journalier ou hebdomadaire, l'état du car etc. Le transporteur s'engage alors à fournir toutes facilités dans l'exécution de ceux-ci et devra également fournir à l'organisateur copie des cartes violettes et grises de chaque véhicule susceptible d'effectuer les services concernés.

Si la sécurité publique venait à être compromise par le mauvais état du matériel roulant et de ses équipements embarqués, l'administration se réserve le droit de proposer aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout danger et ce, aux frais et risques du titulaire. Le marché pourrait être résilié et donner lieu à une exécution aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.

## Article 5 : Obligations respectives des parties en matière de sécurité

Conformément à l'article 3.3 « équipements de sécurité » du présent document, l'ensemble des véhicules mis à disposition lors de l'exécution du marché seront équipés de ceinture de sécurité.

De ce fait, le décret n° 2003-637 du 9 juillet 2003, modifiant le code de la route en ses articles R412-1 et R412-2, étendant l'obligation du port de la ceinture de sécurité aux occupants de véhicules de transport en commun de personnes, lorsque les sièges sont équipés d'une ceinture de sécurité s'appliquera.

Il est rappelé au titulaire qu'en matière de sécurité, le transporteur est redevable d'une obligation de résultat. En particulier, le transporteur est responsable du bon état du véhicule, notamment du bon fonctionnement des ceintures de sécurité. Il devra également s'acquitter de l'obligation qui est la sienne conformément à la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du conseil du 8 avril 2003, d'informer les passagers de l'obligation d'attacher les ceintures de sécurité.

Il pourra y satisfaire selon différents modes d'information, par exemple et de façon non limitative, par le conducteur, des moyens audiovisuels, des panonceaux ou des pictogrammes apposés sur chaque siège.

En outre, les autocars mis à disposition sont obligatoirement équipés d'un éthylotest anti-démarrage en application du décret n° 2003-637 du 9 juillet 2003 qui l'impose depuis le 01/09/2015.

## Article 6 : Organisation des transports

### 6.1 Transport des personnes :

L'accès aux véhicules sera refusé à toutes autres personnes que celles désignées par les services utilisateurs de la prestation concernée.

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire la liste des personnes transportées en application de l'arrêté du 3 juillet 2009.

### 6.2 Informations préalables :

A compter de la réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 48h00, pour indiquer au pouvoir adjudicateur, les véhicules qui seront mis à sa disposition (notamment au vu du parcours, et des contraintes liées à celui-ci comme routes de montagne, etc...)

Le titulaire transmet à l'administration, au plus tard la veille (jour ouvré) de la prestation, les noms et coordonnées du chauffeur.

Dans le cadre de déplacements sur des sites sensibles (par exemple : accès restrictif sur sites industriels) et à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à transmettre à l'administration en plus des coordonnées du chauffeur au plus tard **3 jours** avant la date de la prestation les coordonnées complètes du chauffeur à savoir : Nom, Prénom, date et lieu de naissance, numéro de Carte nationale d'Identité ou passeport (document d'identité en cours de validité), numéro de sécurité sociale.

Dans le cas d'un chauffeur de nationalité étrangère, les informations devront être transmises **3 semaines** avant la date de la prestation. La copie du titre de séjour sera en outre demandée pour l'accès au site de visite.

Ce dispositif pourra être amené à évoluer en fonction des consignes de sécurités applicables aux sites sensibles.

Le pouvoir adjudicateur s'engage, pour chaque prestation, à fournir : contact privilégié au sein du service passant la commande, numéros d'urgence disponibles au sein de chaque établissement, liste des usagers participant au transport (liste fournie la veille). Il s'engage également à fournir toute information complémentaire à la réalisation de la prestation (exemple : correspondance multimodale, avion, etc.) dont le titulaire du marché doit avoir connaissance pour anticiper le déplacement.

### 6.3 Bagages :

Le prestataire est responsable des bagages placés en soute. Les réclamations pour perte et avaries de bagages placés en soute sont effectuées auprès du titulaire dès la constatation du dommage et confirmées par lettre recommandée avec accusé de réception par les personnes concernées au plus tard cinq jours ouvrés après la fin du voyage. Les bagages à main restent à la garde des voyageurs.

## **Article 7 : Moyens mis en œuvre par le titulaire**

### 7.1 Moyens techniques

Le titulaire devra être à même d'assurer la fourniture simultanée de tous les véhicules dont l'ensemble des services utilisateurs au sein du pouvoir adjudicateur seront amenés à en formuler le besoin.

Il devra pour ce faire disposer d'une flotte de véhicule propre à satisfaire les exigences simultanées de l'ensemble des services utilisateurs.

### 7.2 Moyens humains

#### ***Personnel de conduite***

Le titulaire devra disposer en nombre suffisant de personnel de conduite disposant des qualifications requises pour répondre aux besoins du pouvoir adjudicateur notamment en période de fortes demandes (par exemple, en mars, mai et juin) et lui fera bénéficier d'une formation continue portant notamment sur l'exercice de ses responsabilités.

Le titulaire s'engage :

- à employer des chauffeurs en situation régulière,
- à ne pas proposer de chauffeurs condamnés pour des délits graves occasionnés sur des mineurs,
- à respecter en toutes circonstances les textes régissant les conditions de travail en matière de transport en commun de personnes, et notamment la convention collective régissant le transport routier de voyageurs (TRV),
- à employer des chauffeurs ayant le permis de conduire des véhicules faisant l'objet de la prestation commandée,
- à employer des chauffeurs suffisamment formés à l'utilisation des autocars concernés (FIMO, FCO),
- à respecter scrupuleusement les temps de repos réglementaires des chauffeurs,
- à ne pas missionner des chauffeurs manifestement fatigués, psychologiquement fragiles au regard de l'appréciation pouvant être faite de la médecine du travail, ou ayant manifestement des problèmes non résolus de consommation excessive d'alcool ou de stupéfiants susceptibles de remettre en cause la sécurité des passagers.

Le chauffeur doit impérativement avoir pris connaissance de l'itinéraire et sera en possession du plan concernant sa mission. Il sera en possession de cartes routières ou de dispositifs de positionnement GPS.

Il doit être présent sur le lieu de prise en charge au moins 5 minutes avant l'heure prévue dans le bon de commande.

Lorsque le transport implique une nuitée, le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires pour que le chauffeur soit hébergé aux frais du titulaire près du lieu de départ du transport et ce afin que le chauffeur soit à l'heure sur les lieux du RDV.

Le chauffeur ne doit pas accéder aux sollicitations des passagers ayant pour effet de modifier les conditions de réalisation de la prestation prévues sur le bon de commande initial.

Chaque chauffeur doit faire preuve d'un sens de l'initiative et des responsabilités, entre autres :

- en se renseignant sur les durées d'attente,
- en alertant l'Administration de toute difficulté survenue au cours d'une mission : comportements anormaux de certains passagers, demande(s) anormale(s) d'un responsable administratif présent dans l'autocar le jour de la prestation, etc.

Aussi, chaque chauffeur doit disposer des moyens de communication adéquats (téléphone portable) et de toutes les coordonnées des personnes à contacter dans le cadre de la prestation

Les chauffeurs sont autorisés à imposer aux passagers le respect du règlement intérieur permettant la sécurité de tous en situation de mouvement du véhicule, et à arrêter le véhicule si les conditions de sécurité ne peuvent plus être assurées au regard du comportement de certains passagers.

Ils doivent garder leur sang-froid en toutes circonstances, rester courtois et observer la plus stricte neutralité dans leurs propos, et sont soumis au devoir de réserve, dans le cadre de leur mission.

Ils ont obligation de transporter les passagers :

- dans le respect du code de la route et en particulier, dans le respect le plus absolu des limitations de vitesse et de l'interdiction d'utilisation des téléphones portables en situation de mouvement du véhicule,
- dans le respect de la non consommation d'alcool (même pour un taux inférieur à la limite légale autorisée de 0,2 grammes/litre de sang, alcotest faisant foi en cas de doute), de stupéfiants, somnifères et autres produits médicamenteux susceptibles d'affecter leur niveau de vigilance et de réflexes.

Le titulaire et par conséquent le chauffeur affecté à la réalisation d'une prestation donnée ont connaissance des éventuels bulletins d'alerte émis par Météo France avant l'heure de prise en charge des passagers concernés ainsi que des interdictions émises par les préfetures. Le responsable de la société titulaire a le devoir de déconseiller au représentant du pouvoir adjudicateur la réalisation d'une prestation de transport si cette dernière est susceptible d'affecter de façon conséquente la sécurité des passagers au regard de l'appréciation de Météo France ; le maintien de la réalisation de la prestation par le représentant du pouvoir adjudicateur s'effectue alors sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Ces échanges devront être tenus par écrit.

En outre, il s'assurera que le personnel de conduite est vêtu a minima d'une tenue correcte et propre, et d'un badge identifiant l'entreprise.

L'ensemble des obligations exprimées ci-dessus et relatives aux véhicules et aux personnels employés s'applique de la même façon à la sous-traitance éventuellement proposée par le titulaire.



***Autres moyens humains***

Le titulaire met en œuvre les moyens humains et organise les permanences nécessaires pour traiter les situations d'urgence (accident, retard important, etc.), et pour en assurer la bonne information du pouvoir adjudicateur.